

*Affaires courantes***PÉTITIONS****LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je présente à la Chambre une pétition signée par des personnes de nombreuses collectivités de l'Ontario et du Québec. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de ne pas imposer la TPS sur les magazines, les livres et les journaux.

Jamais depuis la Confédération ces articles n'ont été taxés. Le gouvernement projette de taxer la lecture, les livres et les journaux. Les pétitionnaires veulent que l'exonération de taxe continue afin qu'il n'y ait pas d'obstacle à la lecture et à la dissémination des connaissances.

**LES TAXES DE PERMIS DES
RADIO-TÉLÉCOMMUNICATIONS**

M. Russell MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, voici une pétition signée par un très grand nombre d'électeurs inquiets de ma circonscription qui estiment que les pompiers assurent un service absolument essentiel en protégeant la vie et les biens des citoyens.

Le ministère fédéral des Communications a décrété des hausses énormes des taxes de permis des radio-télécommunications, y compris des services radio d'urgence. C'est un coup très dur pour les services d'incendie, car beaucoup reposent sur le travail de bénévoles. Les pompiers ne sont pas rémunérés. Ils risquent régulièrement leur vie.

Les collectivités doivent financer ces services et en faire les frais. Les collectivités ont du mal à joindre les deux bouts et elles en auront encore davantage si la récession économique s'envenime.

Je crois très injuste de la part du gouvernement de hausser les taxes de permis et partant, de compromettre les services que les pompiers rendent à notre pays.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, j'ai à présenter un certain nombre de pétitions signées par des gens de Victoria et de Montréal. Les pétitionnaires demandent au Parlement de continuer, comme ce fut toujours le cas, d'exempter la chose imprimée de toute taxe en prévoyant un taux nul de taxe dans la loi et les règlements sur la TPS.

Encore une fois, le gouvernement n'écouterait pas les nombreux Canadiens qui ont signé des pétitions. Ceux-ci sont forcés de demander au gouvernement de reconnaître

que la chose imprimée ne devrait pas être taxée, mais continuer de bénéficier du traitement de faveur dont elle a bénéficié dans le passé.

Les pétitionnaires demandent qu'on donne suite à leur pétition.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour déposer plusieurs pétitions signées par près de 400 habitants des villages de Watford et d'Alvinston, dans ma circonscription.

Les pétitionnaires souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter leur grief à la Chambre et d'exhorter le gouvernement à garantir l'ouverture à long terme des bureaux de poste installés dans leurs localités. Les pétitionnaires sont mécontents que le gouvernement ferme les bureaux de poste dans les petites villes et les villages de toutes les régions rurales du Canada. Ils ne veulent pas que leur courrier soit traité par les magasins Becker's ou 7 Eleven.

Je tiens seulement à dire un merci tout spécial au conseil municipal de Watford pour avoir mené cette lutte ainsi qu'à vous, Stella Ferguson, pour l'avoir fait au nom des électeurs de votre région.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, sous le régime du projet de taxe du gouvernement sur les produits et services, les magazines, les livres et les journaux seront taxés. Une telle taxe va mettre en danger l'alphabétisation et l'apprentissage, et va saper le rôle important de l'éducation.

Des centaines de pétitionnaires de tout l'Ontario demandent au Parlement de réaffirmer les principes historiques consacrés dans le statut d'exonération de l'imprimé en le gardant détaxé dans la loi et le règlement sur la TPS.

J'ai bien reçu une réponse du gouvernement à de précédentes pétitions concernant la TPS, et le gouvernement, selon ses propres paroles, admet bel et bien qu'il taxera les livres et périodiques.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une pétition aujourd'hui, et je fais remarquer qu'hier soir, la nouvelle majorité conservatrice au Sénat a de nouveau pressuré les Canadiens en refusant d'approuver un amendement au projet de loi instituant la taxe sur les produits et services qui aurait évité aux Canadiens de payer cet hiver